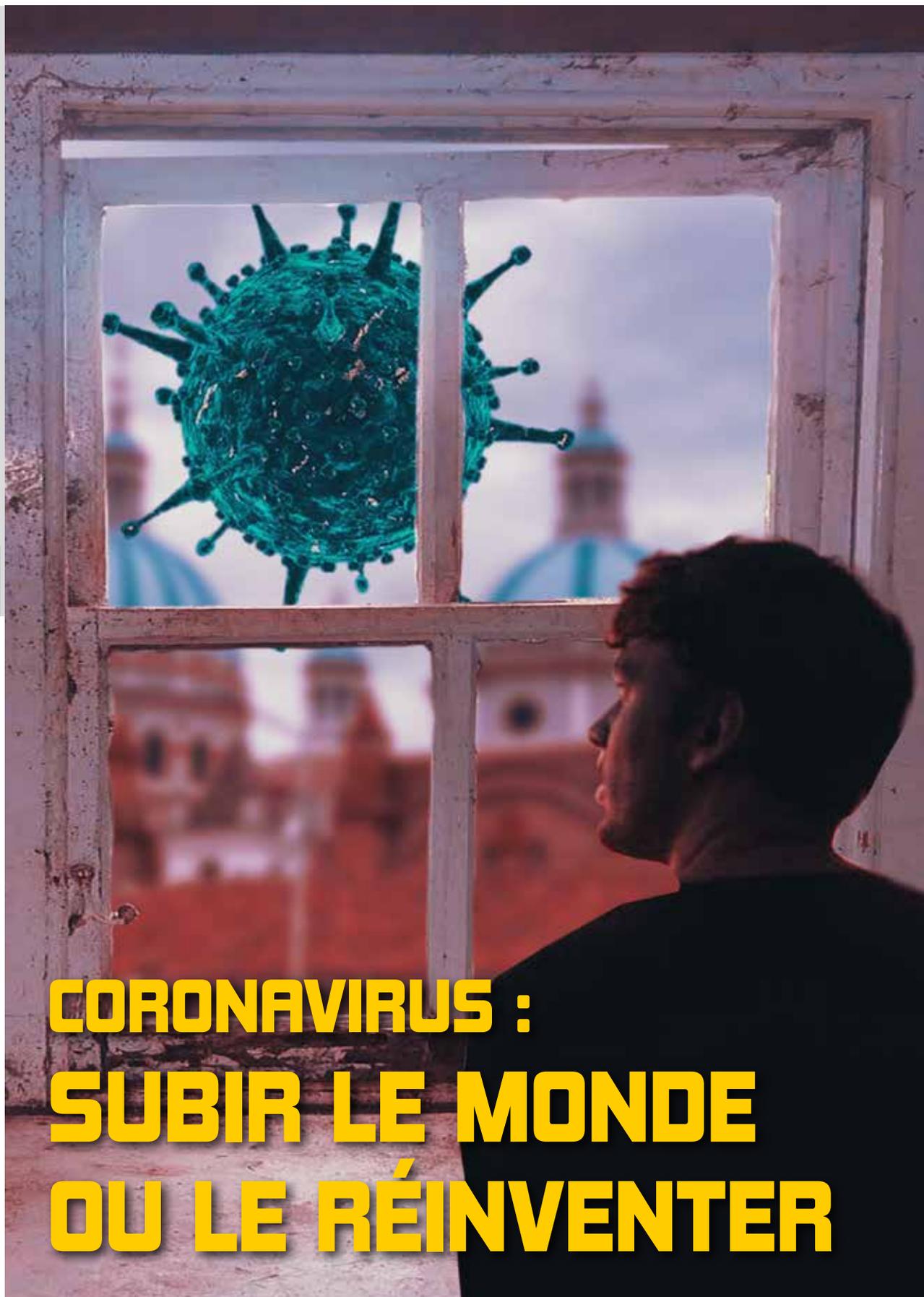


SOMMAIRE

- 3. Un secteur en détresse respiratoire
- 7. Les experts, nos nouveaux héros
- 10. Il est bon de parler... et meilleur de se taire !
- 14. Le monde en pandémie
- 16. Quel après pour le monde ralenti ?



CORONAVIRUS : SUBIR LE MONDE OU LE RÉINVENTER

DES CHANGEMENTS RADICAUX S'IMPOSENT



Fernando Zhiminaicela Pixabay

Qui, au Nouvel An, en accompagnant de trois bisous, disait joyeusement : « *Une bonne année et surtout une bonne santé* », et aurait pu deviner ce qui allait se produire moins d'un trimestre après ce moment festif ?

Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur « la crise du coronavirus » et il peut paraître ambitieux pour un mouvement comme le nôtre de « s'attaquer » à un sujet comme celui-là. Certains se demanderont quelle légitimité nous avons pour traiter d'un tel sujet.

Et c'est peut-être la bonne question. Nous ne sommes ni médecins ni représentants politiques mais, modestement, à côté de nombreux autres mouvements sociaux, nous développons des projets qui donnent du sens de façon individuelle et collective aux personnes qui y participent en cherchant, à travers de petites actions du quotidien, à contribuer à des changements sociaux et politiques.

Une crise comme celle que nous vivons met en lumière les flagrantes inégalités ici et à travers le monde, fragilisant encore plus les groupes les plus exclus comme les SDF ou les sans-papiers. Ces inégalités ne tombent pas du ciel mais résultent des mécanismes d'oppression et de domination, ceux-là même que nous dénonçons et combattons.

La crise du coronavirus a aussi mis en avant la capacité des Etats à, très rapidement, au nom de l'intérêt général, restreindre les libertés et étendre la surveillance et la répression. Nous ne remettons pas en cause la nécessité du confinement et des mesures indispensables pour stopper la pandémie. Nous voulons attirer l'attention sur le danger de tournants sécuritaires qui pourraient être pris dans plus d'un coin de la planète.

Le changement de cap est nécessaire mais pas de la façon dont la droite ou les financiers l'envisagent. Durant la crise, il semblait évident à tout le monde qu'une sécurité sociale forte et un réseau hospitalier performant étaient indispensables au même titre que des services publics efficaces.

C'est donc le moment de changer de cap, de tourner le dos aux privatisations, de relocaliser l'économie et même, plus globalement, de changer de modèle.

Cette crise est aussi celle des courses folles de l'économie capitaliste qui exploite les humains et détruit la planète.

La recherche médicale et scientifique est indispensable pour faire reculer les maladies et assurer la santé d'un plus grand nombre mais la science ne donne pas de réponses à tout. A côté de l'urgence sanitaire, il y a des urgences sociales et politiques qui appellent des changements radicaux auxquels nous voulons participer.

Paul Blanjean

Equipe de rédaction :

Claudia Benedetto, Paul Blanjean,
Laurence Delperdange, Guillaume Lohest,
Monique Van Dieren

Rédactrice en chef : Monique Van Dieren

Mise en page : Hassan Govhian

Editeur responsable :

Paul Blanjean, 8, rue du Lombard
5000 - Namur - Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be
Prix au n° : 4 €

Pour s'abonner (Contrastes + Fourmière) :
Versez 20 € au compte BE46 7865 7139 3436
des Equipes populaires, avec la mention :
"Abonnement à Contrastes" + votre nom

UN SECTEUR EN DÉTRESSE RESPIRATOIRE

Faire appel aux dons des citoyens pour payer des respirateurs pour les hôpitaux. A Médecins sans frontières, à l'armée et à la protection civile pour installer des tentes de fortune sur les parkings d'hôpitaux et soigner les résidents des maisons de repos. Ces faits sont révélateurs d'un sous-financement chronique dans le secteur des soins de santé. Une fois la crise sanitaire passée, il faudra en tirer les leçons, et surtout agir...



Isabelle Goffinet

Le collectif *Santé en lutte* tirait la sonnette d'alarme depuis plusieurs mois. Les Equipes Populaires s'apprêtaient à lancer une campagne de sensibilisation pour défendre l'accès aux soins de santé via un refinancement des hôpitaux. Vu le contexte, nous avons décidé de la postposer pour nous donner le temps de la repositionner, mais le sujet est plus que d'actualité.

Dans l'éditorial de *Contrastes* de septembre dernier intitulé *Les hôpitaux sous tension*, nous écrivions : « La colère gronde depuis plusieurs années dans le secteur des soins de santé (hôpitaux, maisons de repos, soins à domicile...). En cause, un définancement récurrent alors que les besoins en matière de santé ne cessent de croître ; une réforme des hôpitaux entamée par Maggie De Block en 2015 qui fait peser sur le personnel médical la rationalisation des infrastructures et des séjours en hôpital ». La crise sanitaire qu'on connaît aujourd'hui met également en évidence les conséquences sur la qualité des soins ; l'absence de masques et de tests de dépistage est le résultat d'une réduction drastique des budgets des soins de santé depuis plusieurs années.

Le personnel soignant est encore davantage mis sous pression. Ce sont les véritables héros de cette crise, cachés dans l'ombre des experts scientifiques qui sont quotidiennement présents dans les médias. Ils sont applaudis chaque soir par la population qui tient à leur marquer son soutien. Et pourtant, un médecin urgentiste s'est exclamé dans les médias : « Je ne supporte pas les gens qui applaudissent les soignants. Les hôpitaux n'ont pas attendu le Covid-19 pour être dans la galère. Que Saint-Pierre doive faire la manche pour avoir des respirateurs, c'est une

honte totale ! On est où ? Une bonne partie des gens qui applaudissent votent chaque année pour les connards qui diminuent les budgets, font des hashtags #keepsoophie en oubliant qu'elle a été ministre du Budget d'un gouvernement qui a retiré plusieurs milliards d'euros dans les soins de santé. Donc merci quand même pour vos applaudissements, mais ça fait des années que le personnel hospitalier travaille dans des conditions de merde et se nique la santé en faisant son job du mieux possible. La prochaine fois que vous voyez des manifestations pour refinancer les soins de santé, soutenez-nous. Et quand vous retournerez glisser un bulletin dans l'urne, réfléchissez-y à deux fois ! »¹

Le 7 avril, c'était la Journée mondiale de la santé. La *Plate-forme d'action santé et solidarité* (à laquelle le MOC participe avec d'autres organisations dont la MC et la CNE) a organisé une action Draps blancs, qu'on a vu fleurir un peu partout aux fenêtres. La responsabilité des pays européens et de l'Union européenne (UE) au travers des politiques d'austérité s'illustre dans la défaillance actuelle des systèmes de soins et des services publics. Exigeons que les leçons de cette crise soient tirées dès maintenant. La santé n'est pas un coût mais un investissement, la santé n'est pas une marchandise mais une exigence légitime et essentielle dans une société démocratique ; celle du respect de la vie et de la dignité humaine. Celle des patients comme celle des travailleurs du secteur.

Monique Van Dieren

1. Carte blanche parue dans *Le Vif* du 20/03/20, cosignée par Antoine Dumont médecin assistant aux urgences à Liège, cosignée par Mathilde Dumont infirmière SIAMU aux urgences à Bruxelles

QUAND LA CRISE SANITAIRE FAIT EXPLOSER LA CRISE DU LOGEMENT

Nous vivons dans une société dans laquelle les inégalités sont structurelles. La crise sanitaire que nous traversons aggrave encore ces inégalités, et ne fait pas peser les mêmes risques sur chacun.e d'entre nous. Les associations et collectifs mobilisés pour le droit au logement revendiquent des changements structurels.

Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il prendrait des mesures en matière de santé et en matière économique. Il nous a aussi annoncé que nous devons rester confiné.e.s... Mais aucun mot sur le logement. **Nous reconnaissons la nécessité du confinement. Mais être confiné.e chez soi ne revêt pas du tout la même réalité selon notre condition sociale.**

En effet, de nombreuses personnes sont mal logé.e.s : vivant à 6 dans 40 m², dans un logement insalubre. Ou sont non logées, vivant à la rue ou en promiscuité dans des centres d'hébergement d'urgence. Ou encore sont sans-papiers, donc vivant dans la peur des actions policières. Enfin, certaines sont menacé.e.s et apeuré.e.s dans leur propre logement, par les violences conjugales ou familiales.

Ainsi, tandis que certain.e.s bossent à domicile, et que d'autres auront la « chance » d'obtenir une aide sociale, des milliers de personnes vont subir la double peine : être confiné.e.s dans un chez eux parfois déplorable voire dangereux, sans revenu. Non, cette crise ne touchera pas tout le monde de la même façon.

C'est pourquoi, nous, associations et collectifs mobilisés pour le droit au logement, revendiquons des changements structurels. **Les mesures que nous préconisons ne sauraient être temporaires.** Elles sont simplement **urgentes et nécessaires.** Nous saluons certaines mesures déjà prises (prolongation de la trêve hivernale de Vivaqua, interdiction des expulsions domiciliaires dans les trois Régions durant le confinement, réquisition d'hôtels pour le confinement des personnes sans abri...) mais soulignons aussi l'importance de les pérenniser.

Nous demandons :

- Un moratoire prolongé sur toutes les expulsions et l'annulation de la loi anti-squat ;
- Des solutions de logement immédiates pour les personnes sans abri. Et à plus long terme, réquisition des logements publics et privés vides ;
- Jusqu'à la fin de la crise sanitaire et économique, une possibilité de suspension du paiement du loyer ou de baisse de loyer pour les ménages affectés par la crise ;
- Un arrêt total des coupures d'énergie et de limitation des débits d'eau. Une généralisation d'un tarif social sur l'énergie et l'eau et la mise à disposition d'un accès gratuit à l'eau d'hygiène dans des structures publiques ;
- Jusqu'à la fin de la crise sanitaire et économique, une protection financière pour toutes les personnes ayant un travail précaire et qui ne bénéficieront pas d'une allocation de

remplacement (personnes vivant de la mendicité, travailleur.euse.s du sexe, étudiant.e.s, travailleur.euse.s non déclaré.e.s avec ou sans papiers,...): un fonds social pour les travailleur.euse.s à la marge ;

- La libération des détenu.e-s en détention préventive qui ne présentent pas de danger pour autrui ; la libération de tou-te-s les détenu.e-s âgé.e-s ou malades, le recours à la libération conditionnelle dans un maximum de cas où cela est envisageable ; et des solutions de relogement d'urgence pour celles et ceux qui en auraient besoin ;
- La mise en place de mesures permettant de limiter au maximum les investissements dans l'immobilier par les investisseurs institutionnels et les fonds spéculatifs. Nos villes ne peuvent pas subir une nouvelle augmentation des prix de ventes et de locations !

Avec quel argent ?

Une grande partie des mesures que nous préconisons ne coûtent rien, ou sont même moins coûteuses (libération des détenus en préventive, fermeture des centres fermés, etc).

Pour les autres, nous pouvons collectivement trouver des solutions. Pour commencer, exigeons la mise à contribution des multinationales et autres grandes entreprises ultra-bénéficiaires par l'annulation du versement des dividendes à leurs actionnaires. Ensuite, exigeons un moratoire sur le remboursement de la dette publique (30 milliards de capital arrivant à échéance) et une suspension immédiate du remboursement des intérêts (10 milliards d'euros sur une année). L'Union européenne vient de suspendre ses règles budgétaires (1050 milliards d'euros injectés), des fonds sont donc disponibles. La BCE a débloqué 750 milliards pour sauver l'économie et calmer les places boursières. Que sera-t-il fait pour sauver l'action sociale, renflouer la protection sociale, renforcer les droits fondamentaux... ?

Dès la fin des mesures de confinement, nous reprendrons nos espaces publics, notre mobilité, notre droit à la ville, pour déterminer ensemble ce que nous voulons comme société. Reprenons nos priorités, organisons-nous collectivement, favorisons les secteurs d'activités et les services dont nous avons le plus besoin ! L'intérêt collectif doit primer sur les intérêts financiers. La crise du coronavirus doit être l'occasion de repenser notre avenir commun !

Signataires : 45 associations actives dans le droit au logement, dont les Equipes Populaires

DETTES DES PARTICULIERS : DES MESURES URGENTES SONT À PRENDRE

Avec la crise que provoque la pandémie, il est maintenant devenu évident qu'un grand nombre de nos concitoyens vont rencontrer de grosses difficultés financières. Les associations de protection des consommateurs et de lutte contre le surendettement tirent la sonnette d'alarme : des mesures urgentes sont à prendre pour éviter le surendettement des particuliers.

Ainsi, de nombreuses personnes risquent d'avoir des rentrées financières moindres, voire pas de rémunération du tout durant la période de confinement. Par ailleurs, des personnes pourraient également se retrouver fragilisées/précarisées par des situations de non-droit. Nous sommes particulièrement soucieux des conséquences de cette perte de revenus pour les consommateurs.

Nous nous réjouissons des mesures qui ont déjà été prises pour aider les indépendants en difficultés et de la suspension des coupures d'eau et d'énergie et des expulsions.

Les huissiers se disent *prêts à faire preuve de souplesse et de compréhension en cette période d'épidémie de coronavirus* et la Chambre Nationale des huissiers préconise la suspension de certaines mesures d'exécution forcée. Nous constatons néanmoins qu'il ne s'agit pas d'une interdiction absolue. Le secteur bancaire belge s'est dit prêt à accorder aux clients en difficultés financières *un report du paiement du crédit hypothécaire sans frais si cela est nécessaire*. Mais à ce jour (25 mars), aucune mesure n'a été annoncée concernant les crédits à la consommation qui seront pourtant clairement impactés par cette crise.

Il est nécessaire de permettre aux consommateurs en difficultés de reporter sans frais non seulement les échéances de leurs crédits hypothécaires mais également celles de leurs crédits à la consommation.

Il faut rappeler que lors de la crise de 2008, ce sont les contribuables qui ont assumé les conséquences des défaillances du secteur financier. Il est donc légitime de faire appel à la solidarité du secteur financier dans cette crise dans laquelle les consommateurs ne portent aucune responsabilité.

En outre, il est nécessaire de prendre d'urgence des mesures au niveau du recouvrement des impayés afin d'éviter l'accumulation de frais qui ne ferait qu'aggraver encore la situation financière des ménages.

Les mesures à prendre

1. Suspendre toutes les nouvelles mesures d'exécution forcées (saisies mobilières, cessions sur salaire, saisies arrêt exécution, saisies exécution sur les immeubles et sur les meubles,...) étant donné la difficulté voire l'impossibilité actuelle pour les justiciables d'exercer les voies de recours légales¹ ;
2. En ce qui concerne les crédits à la consommation et les crédits hypothécaires :
 - Suspendre jusqu'à nouvel ordre toutes les dénonciations de crédit pour les mensualités impayées depuis le 1er mars 2020 ;
 - Pour les contrats avec plan d'amortissement, imposer aux prêteurs de consentir aux consommateurs le report des échéances impayées pendant la période de suspension, en fin de plan de paiement sans frais ni pénalités, aux conditions du contrat ;
 - Imposer aux prêteurs l'obligation d'informer les consommateurs assurés de la possibilité qu'ils ont de faire jouer leur assurance perte d'emploi, et faciliter la mise en œuvre de celle-ci.
3. En ce qui concerne les autres créances impayées :
 - Suspendre jusqu'à nouvel ordre toutes les dénonciations de contrat du fait d'échéances impayées depuis le 1er mars 2020 ;
 - Suspendre jusqu'à nouvel ordre l'effet des clauses pénales et des majorations d'intérêts pour les échéances impayées pendant la période de suspension.

Les associations signataires : 25 associations de protection des consommateurs et de lutte contre le surendettement (francophones et néerlandophones), dont les Equipes Populaires.

Besoin d'informations à propos de vos difficultés de paiement ?

L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement vous apporte des réponses pratiques en vue de prévenir les difficultés financières. Vous trouverez toutes les réponses à vos questions sur <http://socialsante.wallonie.be/surendettement/citoyen/?q=node/570> Une mise à jour est réalisée au fur et à mesure de l'actualité. Pour toute autre question, l'équipe de l'Observatoire continue d'assurer ses consultations juridiques par email (consultations@observatoire-credit.be) et par téléphone (071/33.12.59).

1. Les audiences à Bruxelles par exemple, le BAJ n'est plus accessible que par téléphone. Comment dans ce cas trouver un avocat « pro deo » ?

SANS-PAPIERS MAIS PAS SANS DROIT, PAS SANS SOINS, ET PAS SANS NOTRE SOLIDARITÉ !

Face à la pandémie planétaire, une partie des plus vulnérables est actuellement laissée-pour-compte par nos autorités. Il s'agit notamment des personnes migrantes qui souffrent tout particulièrement de ce confinement. Les laisser hors état de droit est un crime contre notre humanité. Un crime que nous devons, par la force de nos organisations, cesser de se laisser se produire sous nos yeux.

Le Mouvement Ouvrier Chrétien et son homologue flamand, Beweging.net, ainsi que les associations de défense des migrant-e.s et des droits humains, appellent donc le monde politique à prendre ses responsabilités.

À prendre en charge, immédiatement et dans l'urgence, ceux qui restent sur le bord de la route. La seule réponse efficace à cette crise sociale et sanitaire qui nous concerne toutes et tous consiste à mettre les revendications de la Coordination nationale des sans-papiers à l'agenda politique.

Ensemble, nous demandons donc à la Première ministre et à tous les membres des gouvernements, tant au niveau fédéral que régional ou communautaire, à toutes les communes, de prendre des mesures efficaces pour contrer le Coronavirus sans distinction et sans oublier les migrant-e.s dont on parle trop peu aujourd'hui.

Nous demandons :

- Un accès à la santé pour toutes et tous. Cela implique que la procédure d'obtention de la carte médicale (Aide Médicale Urgente) soit, dès maintenant, simplifiée afin d'en permettre un accès accéléré. Elle doit couvrir les personnes sans papiers pour la durée entière de la crise du Coronavirus.
- Une procédure harmonisée dans tous les CPAS. Toute personne qui a besoin de soins urgents doit, dès à présent, recevoir tous les soins nécessaires dans les hôpitaux.
- Un renouvellement automatique et une procédure simple d'obtention ou de prorogation du permis de séjour pour toutes les personnes sur le territoire belge durant la crise sanitaire.
- La fermeture des centres fermés. Ce sont des lieux de propagation rapide du virus. Nous demandons la libération immédiate des personnes sans papiers, car aujourd'hui, plus que jamais, la santé individuelle est un problème de santé publique.
- Des moyens pour les centres d'accueil, Fedasil ou Croix-Rouge, afin qu'ils puissent respecter les mesures de mise en sécurité sanitaire des personnes présentes, résident.e.s et travailleur.euse.s.
- Un moratoire contre les expulsions des personnes sans papiers ;
- La garantie que toute personne présente sur le territoire belge puisse déposer une demande d'asile à l'Office des étrangers. La Belgique ne peut pas rester dans un espace de non-droit dans une situation socio-sanitaire, qui demande, plus que jamais, une prise en charge des personnes les plus fragilisées.
- L'Office des étrangers doit rouvrir ses portes.
- La réquisition des espaces vides selon la loi Onkelinx pour accueillir toutes les personnes sans papiers qui n'ont pas d'abris pour un confinement sûr, y compris l'appel aux hôtels pour héberger les femmes sans papiers avec ou sans enfants.
- Le renforcement du nombre de places dans les refuges pour les femmes sans papiers victimes de violence avec une possibilité de régularisation.

Cette situation de crise a exacerbé les problèmes déjà existants. Le produit de cette politique migratoire inhumaine, mise en place par les différents gouvernements, s'est révélé aujourd'hui désastreux. On laisse plus de 150.000 personnes, sur le territoire, sans aucun droit, aujourd'hui, en pleine crise sanitaire. C'est un danger pour toute la communauté et pour le pays entier. La réponse des autorités à la crise majeure que nous traversons aujourd'hui sera, sans aucun doute, déterminante pour évaluer les principes, les valeurs de notre humanité commune.

Signataires : Ariane Estenne, présidente du MOC, Peter Wouters, président de Beweging.net, ainsi que de nombreuses organisations de défense des droits des sans-papiers.

LES EXPERTS, NOS NOUVEAUX HÉROS

Il n'y a pas si longtemps, « Les Experts » étaient ces célèbres héros de la Police scientifique de Las Vegas ou de Miami qui parvenaient à résoudre toutes les énigmes grâce à des méthodes d'investigation encore peu connues il y a encore 15 ans. Les experts de ce printemps 2020 ne sont plus des personnages fictifs de série TV, mais des scientifiques que nous côtoyons tous les soirs à l'heure du JT. Qui aurait cru qu'ils prendraient une telle place dans notre quotidien ?



Dans la crise sanitaire que nous connaissons actuellement, la bonne réputation de nos experts belges s'est exportée à l'étranger, et pas seulement pour leurs compétences scientifiques. Le journal britannique Financial Time soulignait le 26 mars dernier que la bonne gestion de la crise sanitaire en Belgique, malgré un contexte politique difficile, était à attribuer notamment au rôle central pris par les experts, non seulement dans la gestion de la crise mais surtout dans la communication avec le public. Une stratégie qui a mis les experts dans un rôle de premier plan pour expliquer et justifier l'action du gouvernement auprès du public et pour le faire adhérer aux mesures décidées. Contrairement à ce qui s'est passé en France où ce sont les mandataires politiques (Macron en tête) qui se sont mis en avant, avec comme effet de recueillir nettement moins l'adhésion du public hostile à ce style guerrier bien français et d'entretenir des polémiques dont on se passe dans ces situations d'urgence sanitaire... Le rôle des experts dans la société n'est donc pas si neutre qu'il n'en paraît. Si l'on prend un peu de recul, qui sont les experts, dont la connaissance se spécialise et se mondialise ? A quoi servent-ils ? Peut-on leur faire confiance, surtout lorsqu'ils servent des intérêts privés ?

Des êtres surdoués ?

Selon le Larousse, l'expert est une « personne qui a une parfaite connaissance d'une chose, due à

une longue pratique. Qui est apte à juger quelque chose. Qui fait des expertises. » Cette définition vague et très large se confirme lorsque vous tapez le mot « expert » dans le moteur de recherche de votre ordinateur. Vous trouverez autant d'experts qu'il n'y a de professions : expert automobile, expert-comptable, expert judiciaire, géomètre-expert... Il y a même en Belgique des « experts du vécu », c'est-à-dire des personnes qui ont une expertise sociale du fait d'un parcours de vie difficile, et qui sont engagés par les pouvoirs publics (le SPF Intégration sociale) pour aider d'autres personnes en difficultés dans leurs démarches administratives.

Nos experts virologues, infectiologues et épidémiologistes sont-ils donc des gens comme vous et moi ? Au-delà de l'utilisation parfois galvaudée qui fait référence à des connaissances spécifiques liées à une profession, envisageons davantage la question sous deux approches possibles : l'approche psychologique - le profil individuel de l'expert - et l'approche sociologique, c'est-à-dire son rôle dans la société.

Qu'est-ce qui les distingue des non-experts ? Pour Olga Lelebina et Jean-Claude Sardas qui ont consacré une analyse sur le profil des experts¹, c'est « la capacité d'un individu à organiser l'information en entités plus larges par rapport aux non-experts et qui, grâce à leur expérience, acquièrent une capacité à regrouper les détails dans un ensemble plus global ». Le ►

► niveau de connaissance peut être mesuré à l'aide de plusieurs indicateurs tels que le diplôme, l'expérience, le consensus de ses pairs, l'évaluation par des tests, etc. Ces capacités se développent grâce à leur motivation et leur passion pour leur domaine de recherche, ainsi qu'un environnement ou des circonstances propices à l'apprentissage.

Vision sociologique

Alors que la plupart des spécialistes de la psychologie cognitive considèrent que le titre d'expert est exclusivement réservé aux personnes qui ont des capacités intellectuelles supérieures, la psychologie sociale a plutôt tendance à penser que tout le monde peut prétendre à ce titre, même pour une période courte ou un domaine précis (avec cependant le risque que tout le monde se prétende expert, y compris les prétentieux, les charlatans et les arnaqueurs de tous bords qu'on voit fleurir pour l'instant). Ce qui est clair, c'est que tout le monde ne s'improvise pas expert, et qu'on a vu surgir sur les réseaux sociaux autant d'experts qu'il n'y a d'abonnés à Facebook...

Selon Harald A. Mieg qui s'est penché sur la fonction sociologique de l'expert, « sa mission prédestinée consiste en l'utilisation relativement rapide de l'expérience qu'il a emmagasinée, que toute personne 'raisonnable' aurait pu atteindre si elle avait eu le temps de le faire ». Voilà qui démystifie leurs capacités surhumaines mais qui sonne juste quand on voit la vitesse à laquelle les recherches

épidémiologiques et technologiques ont fait un bond en quelques semaines à peine pour comprendre la maladie, limiter sa propagation, chercher un traitement et un vaccin, concevoir du nouveau matériel médical...

Toujours selon Mieg, une autre mission accordée aux experts, c'est de réduire les incertitudes scientifiques mais aussi sociales : « Pour faire face à la complexité de notre société, nous avons besoin de structures et de formes sociales qui permettent de réduire l'incertitude et créer ainsi la confiance ». Voilà également qui nous parle, en cette période de profonde incertitude. Le monde politique et la plupart des citoyens mettent leur totale confiance dans le monde médical et scientifique. Demain, ils laisseront leur place à la Une des journaux aux experts économistes, sociologues, psychologues pour tenter de comprendre et préparer l'après-crise. Mais eux, parviendront-ils à inspirer autant de confiance face à un avenir plus qu'incertain ? Rien n'est moins sûr car les sciences dites inexactes (en opposition aux sciences exactes telles que les math, la physique, la biologie...) sont bien plus sujettes à contestation, et c'est une très bonne nouvelle...

Quel gage de neutralité ?

De manière générale, beaucoup de questions peuvent être posées face à la prolifération des experts et au rôle de plus en plus important qu'ils prennent dans les sociétés occidentales. Dans les Cahiers internationaux de sociologie², Isabelle Berrebi-Hoffmann et Michel Lallement ont compilé une série d'analyses de sociologues sur la question et proposent des pistes d'interprétations sociologiques de la « montée des experts » dans nos systèmes de décisions politiques et économiques.

Auparavant, « l'expert du 19^e siècle puisait sa légitimité dans des savoirs scientifiques reconnus et institutionnalisés au sein et grâce à l'action d'une profession fermée. La frontière entre savoirs profanes et expert était nette et tranchée. Que reste-t-il de cet héritage du XIX^e siècle aujourd'hui ? L'expert contemporain a pris les traits du consultant qui propose des réformes et indique les 'bonnes pratiques'. Il endosse les habits de l'évaluateur qui, au nom de l'objectivité, crée des indicateurs de qualité et de performance. Curieusement, l'expert moderne est presque toujours affublé de l'adjectif 'indépendant'. Or, cette indépendance fait précisément question. Celui-ci intervient de fait sur un marché. Au regard du professionnel ou de l'universitaire du siècle passé, il apparaît plus souvent lié à son public, qui est aussi son client : l'Etat, la

« SUR LA SANTÉ, LES RESPONSABLES POLITIQUES IGNORENT TOUT »

Les experts sont nombreux à envier leurs collègues de la santé, en qui on fait autant confiance. Pourquoi ceux-là ? « La menace est immédiate, y compris pour le politique. Pour d'autres thèmes, la menace et la sanction semblent moins proches », analyse un sociologue. D'autres disciplines éprouvent en effet plus de mal à peser sur les décisions. Et surtout, à faire entendre une expertise alternative aux grands courants de l'économie, de l'énergie, de la biologie, de la sociologie... « Sur beaucoup de ces questions, les responsables politiques croient connaître. Sur la santé, ils ignorent tout. Donc, ils se fient plus volontiers à l'expertise. »

Sans oublier que scientifiques ou experts ne sont pas neutres. « Il est très admis qu'il y a des économistes de gauche et des économistes de droite », s'amuse François Gemenne (ULiège), « mais c'est considéré comme incongru en santé publique. Et pourtant, il y a des virologues de gauche et de droite. »

Extrait d'un article du Soir du 03-04-20 <https://plus.lesoir.be/292069/article/2020-04-03/repenser-lapres-coronavirus-retrouver-le-sens-de-l'expertise>

grande entreprise, un courant citoyen... »

La montée des experts est liée à une transformation profonde de l'économie, mais aussi à une politique délibérée de privatisation de l'expertise exercée auparavant par les administrations publiques elles-mêmes. En se restructurant (pensons au Plan Copernic de restructuration de l'administration publique, par exemple), les services publics ont « externalisé » toute une série d'expertises qu'ils effectuaient auparavant eux-mêmes. Désormais, l'expert du passé prend de plus en plus souvent la forme d'un consultant ou d'un évaluateur : « *l'expertise s'est déplacée du champ de compétences des intellectuels et universitaires pour gagner celui des consultants et des Think tanks. Un véritable marché de l'évaluation a vu le jour ces dernières années dans des domaines les plus divers : efficacité de l'action publique, mesure de risques industriels, performance de grandes organisations, etc. L'action et l'influence des consultants et auditeurs sont devenues à ce point déterminantes que d'aucuns parlent de véritable 'Consultocratie' au sein des mécanismes de concertation et de délibération. La mise en place d'une gouvernance par audit et par construction d'indicateurs pose une question redoutable : qui évalue les évaluateurs ?* »

Sur quelle base, avec quels critères et quelle légitimité les plus grosses sociétés de consultance mondiales telles que PwC, KPMG, Deloitte et EY³ évaluent les politiques publiques, alors qu'elles influencent l'application de mesures très concrètes qui touchent directement la population ? Comment contrôler la pression exercée sur les Etats et l'UE par les grandes sociétés multinationales grâce à leurs batteries d'experts et de lobbyistes ? Comment faire la différence entre une étude sur les effets du Glyphosate réalisée par des experts payés par Monsanto ou par des associations de protection de l'environnement ? En tant que citoyens et même comme associations, nous sommes très démunis face à la technicité de l'information, la principale indication étant sans doute de connaître le commanditaire (privé ou public) de ces expertises et par qui elles sont financées.

Urgence climatique, urgence sanitaire

La montée en puissance et en influence des experts a été médiatisée ces dernières années grâce à la création du GIEC en 1988, à la demande des décideurs politiques des plus grands pays. C'est un organisme qui a pour mission de « *présenter au monde l'état actuel des connaissances scientifiques sur les changements climatiques et leur incidence potentielle sur l'environnement et*

la sphère socio-économique ». Il ne s'agit donc pas d'un laboratoire entreprenant ses propres recherches mais de recueillir, d'examiner et de synthétiser les travaux des experts. Son rôle est de fournir des bases scientifiques solides aux politiciens pour que ceux-ci prennent les décisions en connaissance de cause. Face à l'urgence climatique, les mouvements sociaux et citoyens qui se mobilisent pour le climat mettent en avant l'urgence d'écouter la communauté scientifique : « *Mesdames et messieurs les politiques, écoutez les scientifiques !* », clame sans arrêt Greta Thunberg.

Aujourd'hui, c'est exactement ce que nous attendons des scientifiques de la santé : virologues, épidémiologistes, médecins... Avec une différence de taille cependant : cette fois, le monde politique semble plus réactif à l'urgence sanitaire qu'à l'urgence climatique car elle touche de manière visible et soudaine tous les citoyens.

Dans le contexte d'urgence actuel, la confiance entre le monde scientifique et politique est indispensable pour une gestion efficace et proportionnée de la crise. Les messages envoyés à la population ont été relativement clairs et l'unanimité entre les politiques et les scientifiques semblait totale. Mais lorsque l'ampleur du désastre économique et social sera chiffrable, « l'état de grâce » entre les experts et le monde politique risque d'avoir davantage de difficultés à se maintenir face aux intérêts économiques en jeu. A quels « experts » le monde politique va-t-il faire appel pour le conseiller, qui va-t-il écouter pour prendre les bonnes mesures afin d'empêcher que la fracture sociale déjà bien préexistante ne s'agrandisse encore ? Ce sera un des enjeux principaux de ces prochaines semaines...

Monique Van Dieren

1. L'expertise et les experts dans les organisations : une approche multidisciplinaire pour la notion de définitions des notions clés. <https://agrh.fr/assests/actes/2011-sards-lelebina.pdf>

2. Cahiers internationaux de sociologie n° 126, 2009

3. Selon Christian Savestre, Les Big Four sont présents en tant que conseillers au sein de tous les groupes de pression qui agissent en permanence auprès des Institutions Européennes pour influencer sur leur choix, notamment en matière fiscale. Autre exemple : En Belgique, KPMG a été missionné en 2015 par la ministre de la Santé De Block pour effectuer un audit des maisons médicales afin de vérifier que chaque euro est bien utilisé. CEO (Corporate Europe Observatory) a publié un rapport sur les groupes de lobbying qui agissent pour la privatisation des soins de santé et KPMG y figure parmi les 3 plus gros acteurs.

<https://pour.press/big-four-ils-conseillent-a-prix-dor-les-etats-quils-pillent-avec-la-complicité-de-leurs-gouvernants/>

« IL EST BON DE PARLER... ET MEILLEUR DE SE TAIRE ! »

Une opinion qu'il vaudrait peut-être mieux ne pas donner...

Dans notre société soucieuse de liberté, de débat critique, d'émancipation, nous sommes enclins à penser que c'est en écoutant les opinions de chacun, en les confrontant, que peut émerger une véritable démocratie. Dans nos organisations d'éducation permanente, on n'arrête pas de le dire : on travaille à la libération de parole ! Pourtant, la période étrange que nous traversons semble réclamer, dans le même temps, une attitude inverse.

Les réseaux sociaux ont été saturés, dans un premier temps, de crâneries : « Moins dangereux que la grippe ! » pouvait-on lire. Puis sont arrivées les fake news, les angoisses, les faux témoignages, les graphiques faits sur Excel par Jean-Luc dans son salon, etc. Chacun se situe quelque part, sur le nuancier qui court de l'extrême inquiétude à la décontraction la plus totale, et cela donne un concert d'opinions variées sur la situation.

Lavez-vous aussi ressentie, cette intuition ? Il est sans doute des moments où la chose la plus pertinente à faire dans l'intérêt général est de se taire. De ne pas donner son opinion. Parce qu'il y a une différence entre débat démocratique et brouhaha. Parce qu'il y a une différence entre le bien commun et le café du commerce. Parce que ce n'est pas par une décision à la majorité qu'on a appris que la terre tourne autour du soleil ou que le Covid-19 a un taux de reproduction de base situé entre 2,2 et 3,5. Depuis des années il y a dans la société, particulièrement à gauche, une critique de la société des « experts », de la technocratie. Cette immense crise sanitaire risque de changer un peu la donne. Il s'agira en tout cas de se demander si la critique des experts ne recouvre pas plutôt un ras-le-bol ciblé des... experts économiques. Car nous avons plus que jamais besoin d'une communauté scientifique soutenue par les citoyens.ne.s. Ce ne sont pas tant les experts contre les citoyens, qu'un arbitrage démocratique à réaliser ensemble pour déterminer quels experts servent quels intérêts, quelles finalités, quels biens communs.

Donc, parfois, en démocratie, l'intérêt général réclamerait de notre part silence et obéissance ? Les esprits contestataires s'accommoderont mal de cette affirmation. Et pourtant. Si vous avez déjà fait l'expérience d'une promenade en groupe, lors de laquelle vous perdez votre chemin, vous savez combien il est impossible de gérer la situation si tout le monde se met à parler en même temps et à penser en fonction

de ses peurs et de ses obsessions. Notre situation politique ne ressemble-t-elle pas à cela ? Déléguer (ponctuellement) sa confiance, c'est aussi cela la démocratie. Le philosophe Alain écrivait ceci en 1912, qui achèvera de décontenancer les révolutionnaires. « *Résistance et obéissance, voilà les deux vertus du citoyen. Par l'obéissance, il assure l'ordre ; par la résistance il assure la liberté. Et il est bien clair que l'ordre et la liberté ne sont point séparables, car le jeu des forces, c'est-à-dire la guerre privée, à toute minute, n'enferme aucune liberté ; c'est une vie animale, livrée à tous les hasards. Donc les deux termes, ordre et liberté, sont bien loin d'être opposés ; j'aime mieux dire qu'ils sont corrélatifs. La liberté ne va pas sans l'ordre ; l'ordre ne vaut rien sans la liberté. Obéir en résistant, c'est tout le secret. Ce qui détruit l'obéissance est anarchie ; ce qui détruit la résistance est tyrannie. Ces deux maux s'appellent, car la tyrannie employant la force contre les opinions, les opinions, en retour, emploient la force contre la tyrannie.* »

Je ne dis pas que je pense comme Alain. Je suis aussi allergique que vous au concept politique d'ordre, qui sera utilisé tout le vingtième siècle par les pires idéologies. Mais la période que nous traversons exige aussi un peu de remue-ménage dans nos imaginaires politiques, et certainement une reconfiguration des relations entre communautés scientifiques et communautés politiques.

N'opposons pas la parole et le silence. On peut aussi considérer le silence démocratique comme une caisse de résonance de la parole d'autres, comme un silence libre et conscient destiné à laisser la place à des voix plus utiles que la nôtre.

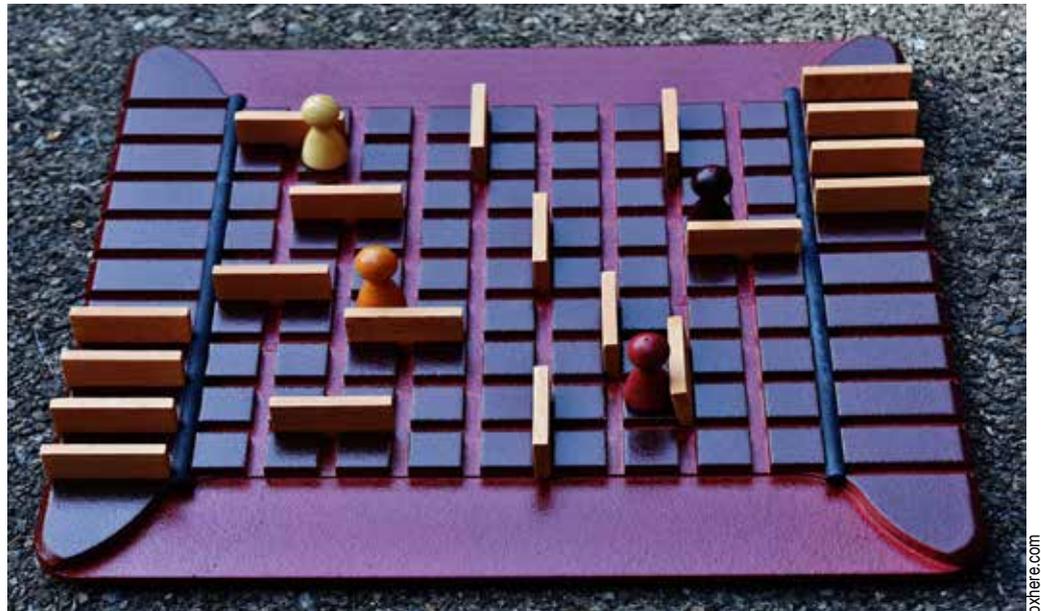
« *Il est bon de parler, et meilleur de se taire* » écrit Jean De La fontaine dans la fable *L'ours et l'amateur de jardins*. Il poursuit en précisant : « *Mais tous deux sont mauvais alors qu'ils sont outrés.* » Autrement dit, lorsqu'on en fait usage à outrance.

Ceci n'était toutefois qu'une opinion.

Guillaume Lohest

AU NOM DE QUELLE LIBERTÉ POUVONS-NOUS ACCEPTER LES CONTRAINTES ?

Comment expliquer que, subitement, en quelques jours à peine, des millions de personnes aient accepté des importantes restrictions à leurs libertés ? Quelques mois plus tôt, ces mêmes personnes auraient peut-être crié à la dictature pour des mesures dix fois moins fortes. Est-ce anormal ? Que peut nous apprendre la philosophie sur le(s) sens mouvant(s) de la liberté ?



Vous êtes, ou avez été, confiné.e à domicile. Pendant toutes ces semaines, nombreux sont les gestes, les déplacements, les habitudes, les désirs qui ont été empêchés par cette situation. Je voudrais profiter de cette expérience collective pour réfléchir un moment sur l'une des questions les plus fondamentales de la philosophie, de la politique et de la vie : comment penser la liberté, la déployer, la garantir ? Cette question se pose pour chacun d'entre nous individuellement, et pour nous tous ensemble en société.

La liberté, absence de contraintes ?

La représentation qui nous vient spontanément à l'esprit quand on parle de liberté, c'est l'absence de contrainte. Je suis libre *si je peux faire ce que je veux*. C'est ainsi que pense l'enfant, et c'est aussi ainsi que continue de fonctionner le sens commun. Quand il fut question,

en France, de faire passer la vitesse maximum sur les routes de 90 à 80 km/h, les polémiques furent nombreuses, malgré les données montrant que cela pouvait sauver des centaines de vies par an, et que les temps de trajet n'augmentaient que légèrement. Mais cela portait atteinte au sentiment de liberté des gens.

En philosophie, on dit de cette conception de la liberté comme absence de contraintes qu'il s'agit d'une définition négative, au sens où elle est définie *par ce qu'elle n'est pas* (la contrainte). Si l'on s'en tient à cette définition-là, il est évident que cette période de confinement a porté atteinte à notre liberté, puisqu'elle a fait peser sur nos vies de lourdes et nombreuses restrictions : promiscuité, école à domicile, télétravail, interdictions de loisirs, limitations de déplacements... Mais pour autant, avons-nous vraiment cessé d'être libres ?

À QUOI SERT LA LIBERTÉ SI ON NE PEUT RIEN EN FAIRE ?

En philosophie politique, la notion de liberté est liée à celle des droits. On peut garantir une liberté en la traduisant en droit. Par exemple, le droit à un logement décent, le droit d'avoir un travail, etc. Mais est-ce suffisant ? Le philosophe indien Amartya Sen a développé un concept permettant d'aller plus loin encore que ce couple liberté-droit : il s'agit de la notion de "capabilité". Cela signifie la possibilité effective qu'ont les individus d'exercer leurs droits, et cela implique évidemment un certain niveau de justice sociale.

► L'ambiguïté du mot

Car on peut aussi définir positivement la liberté, lui donner un contenu : par exemple, tout en étant confiné chez moi, je reste libre de penser, de communiquer. Je peux aussi me dire que je consens aux restrictions sur ma liberté car il s'agit de préserver des vies donc, *in fine*, d'autres libertés. Par ailleurs, en l'absence de ces contraintes, ne sont-ce pas d'autres contraintes, moins visibles mais tout aussi importantes, qui orientent nos actes ? Par exemple : le lieu où nous sommes nés, les gens avec qui nous avons grandi, les revenus dont nous disposons, etc. Bref, il s'agit d'une affaire moins simple qu'il n'y paraît.

Les Inuits disposent d'une dizaine de mots pour désigner la neige, selon son état, sa texture, sa couleur. Le grec ancien comprenait au moins trois mots distincts pour désigner ce que nous nommons du seul terme « amour ». Il est dommage que le français n'ait qu'un seul mot pour dire « liberté ». Cela ne nous aide pas à percevoir les différences entre des conceptions de la liberté qui exigent des projets collectifs et politiques différents.

Rousseau : la liberté morale

Terminons ce petit détour philosophique en compagnie de Jean-Jacques Rousseau. Dans *Le contrat social*, Rousseau établit une différence entre l'état de nature et l'état civil. En passant de l'un à l'autre par un pacte social, par des règles de société qu'ils se donnent, les êtres humains s'élèvent en quelque sorte, remplacent la liberté naturelle par la liberté morale. Il écrit : « *Ce passage de l'état de nature à l'état civil produit dans l'homme un changement très remarquable, en substituant dans sa conduite la justice à l'instinct, et donnant à ses actions la moralité qui leur manquait auparavant. C'est*

alors seulement que la voix du devoir, succédant à l'impulsion physique et le droit à l'appétit, l'homme, qui jusque-là n'avait regardé que lui-même, se voit forcé d'agir sur d'autres principes, et de consulter sa raison avant d'écouter ses penchants. Quoiqu'il se prive dans cet état de plusieurs avantages qu'il tient de la nature, il en regagne de si grands, ses facultés s'exercent et se développent, ses idées s'étendent, ses sentiments s'ennoblissent, son âme toute entière s'élève à tel point, que si les abus de cette nouvelle condition ne le dégradent souvent au-dessous de celle dont il est sorti, il devrait bénir sans cesse l'instant heureux qui l'en arracha pour jamais, et qui, d'un animal stupide et borné, fit un être intelligent et un homme¹. »

Qu'est-ce que cela signifie pour notre situation de confinement et de contrainte ? On pourrait dire, en résumé, que c'est notre liberté naturelle, notre conception spontanée, physique, de la liberté qui est entravée, mais que le consentement à des contraintes collectives passagères et fortes, dans l'intérêt général, peut relever de la liberté morale induite par le contrat social. Nous pouvons nous poser la question : au nom de quoi acceptons-nous ces contraintes ? « *Sous l'effet de la sidération et de la peur, des mesures aussi radicales que le confinement général, la fermeture des institutions non vitales et le placement en quarantaine sont largement acceptées et même approuvées². »* Les acceptons-nous par civisme ou par peur ?

Risques réels pour la démocratie

Pour autant, cela ne nous dispense pas de nous interroger sur l'étendue des conséquences de cet état d'urgence sanitaire exceptionnel, et d'analyser comment en effet, ce n'est pas seulement notre sentiment de liberté mais aussi certaines libertés fondamentales qui sont impactées. « *La liberté d'aller et venir, celle de se réunir ont été mises entre parenthèses, les prérogatives des Parlements rognées, les droits des salariés amputés. Des prévenus sont jugés et parfois privés de liberté sans avocat. L'exécutif s'est donné le droit de restreindre des libertés individuelles, prérogative réservée en temps normal aux juges en vertu du principe fondamental de la séparation des pouvoirs.³ »*

L'acceptation de ces mesures de restriction ne peut pas être un chèque en blanc offert aux pouvoirs publics. Il peut exister des craintes légitimes sur le fait que ces mesures soient utilisées comme prétexte pour porter atteinte plus durablement à des libertés fondamentales. À cet égard, « *l'expérience du passé nourrit l'in-*

quiétude. Une fois la contrainte mise en œuvre, il est rare que le législateur revienne à des textes plus libéraux. Adoptée au début de la guerre d'Algérie, la loi de 1955 sur l'état d'urgence a été actualisée et adaptée, jamais abrogée. Les dispositions prises en 2015 face au terrorisme ont été versées dans le droit commun. L'état d'urgence sanitaire est une première dans nos démocraties. Mais la menace d'une nouvelle pandémie restera gravée dans les esprits. La tentation sera donc grande pour les gouvernements de transformer le provisoire en définitif. » Cette tentation existe « en particulier dans le domaine du droit du travail, de la procédure pénale et des libertés publiques⁴. »

Cette tension entre contrainte et liberté exige donc une grande vigilance démocratique. Il n'est pas pertinent de hurler à la dictature ; mais il serait par ailleurs dangereux de faire exagérément confiance aux gouvernements en place. Il s'agit de veiller au caractère provisoire des mesures, comme le rappelle entre autres la Ligue des Droits Humains, ainsi que de préserver un certain contrôle parlementaire sur les gouvernements, une indépendance de la presse, et surtout de réclamer des mesures de réduction des inégalités qui sont renforcées par l'état d'urgence.

Vers des contraintes écologiques ?

L'après doit aussi retenir notre attention. Nombreux sont ceux qui font le lien entre la crise sanitaire actuelle et les enjeux écologiques. On sait que le ralentissement forcé de l'économie mondiale a un impact très positif en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution de l'air et de l'eau. Certains en déduisent que le Covid-19 pourrait constituer une opportunité pour enfin transformer notre modèle économique, voire qu'il s'agit déjà d'un début de révolution de nos modèles de société. D'autres, comme François Gemenne, alertent sur le risque inverse. « *Beaucoup de gouvernements risquent d'en profiter pour remettre en cause les mesures de lutte contre le changement climatique, au nom de la relance économique*⁵ » prévient-il. Ainsi, s'il ne fait aucun doute qu'il y a beaucoup d'enseignements à tirer de la situation engendrée par la pandémie de coronavirus, notamment sur la capacité réelle du politique à contraindre le fonctionnement de l'économie, et sur notre capacité à accepter des contraintes démocratiques dans l'intérêt général, on peut dire que rien n'est acquis pour autant. L'espoir est permis, peut-être. Mais pas l'engourdissement. Rien ne sera automatique. Certaines mentalités auront peut-être changé,



mais pas encore les structures, pas encore les institutions ! Tout reste à faire...

Guillaume Lohest

1. Jean-Jacques Rousseau, *Du Contrat social* (1762).
2. "Face au Covid-19, le choix entre santé ou libertés est un faux dilemme", Éditorial dans *Le Monde*, 30 mars 2020.
3. Idem.
4. Idem.
5. "Le Covid-19 pourrait se révéler néfaste pour le climat", Texte diffusé par François Gemenne sur les réseaux sociaux, via *La Libre*, vendredi 27 mars 2020.

DEUX PETITES HYPOTHÈSES

Pourquoi avons-nous accepté ces contraintes si facilement ? Il y a peut-être deux éléments de réponse assez concrets à avoir à l'esprit. Le premier, c'est que le danger lié à la santé est perçu immédiatement par tout le monde comme une menace vitale directe. Il n'y a pas grand-chose à comprendre. L'expérience des virus et des maladies est connue de tous. C'est différent de menaces plus indirectes comme le réchauffement climatique ou les inégalités sociales, dont les effets ne sont pas ressentis et compris par toute la société de la même façon.

Une autre explication possible est liée à l'attitude des dirigeants elle-même. Il est rare que ceux-ci assument de prendre des mesures impopulaires. Le simple fait de le faire, de façon assez collégiale (tous partis confondus ou presque), rend la contrainte visible et, du même coup, la légitime. À débattre, évidemment !

Quand le grand flux s'arrête soudain

LE MONDE EN PANDÉMIE

2019... De nombreuses voix s'élevaient pour faire entendre l'urgence de prendre des mesures fortes en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Portées par de plus en plus de jeunes à la tête desquels de courageuses figures de proue osant défier l'ordre établi des dominants sur le peuple d'en bas¹. Tandis que défenseurs des droits de l'homme, ONG et monde associatif en appelaient à la justice fiscale, climatique, migratoire, d'autres continuaient à croire aux bienfaits de la croissance et du marché. 2020. Voici qu'un affreux virus, nous plonge dans le passé des épidémies dévastatrices, nous rappelant que nous ne sommes à l'abri d'aucune catastrophe, même sanitaire, mondiale.



Tuur Tisseghem

Une crise sanitaire secoue la planète. Ceux qui tirent les ficelles de la finance et de la marche « claudiquante » du monde à force d'injustes répartitions des richesses, de confiscation du bien commun, seront-ils enfin les témoins impuissants d'un nouveau paradigme ? Une fois de plus, nous découvrons que l'anticipation ne fait pas partie de la gestion de la plupart des États. Des milliers de personnes meurent ; nos hôpitaux déjà malmenés par des années d'austérité manquent de tout : tests, masques, médicaments parfois...²

« Non, non rien n'a changé ? »

Dans notre société confinée, certains continuent néanmoins à prendre des décisions, profitant de cette période pour faire passer des mesures auxquelles beaucoup sont opposés. C'est le cas de Proximus qui choisit ce moment pour démarrer sa « stratégie de redéploiement », en installant dans 30 communes hors de Bruxelles, la 5G. Celle-ci, très décriée aurait, selon certains experts scientifiques dont l'astrophysicien Aurélien Barrau³, des effets néfastes sur la santé. La ministre de la Santé, Maggie De Block, quant à elle, refuse toujours de maintenir et garantir le niveau de financement des institutions de soins à leur niveau habituel, ne leur octroyant qu'une avance d'un

milliard d'euros pour faire face à l'épidémie et continuer à payer le personnel. C'est ce que relevait Yves Hellendorff, secrétaire national de la CNE, le 19 mars dernier. Quelques jours plus tard, des lettres ouvertes circulent, rédigées par les syndicats, des membres du personnel soignant, certains politiques, pour fustiger une gestion de crise inappropriée de Maggie De Block dans un secteur médical déjà malmené par des coupes budgétaires.⁴

La privatisation de certains pans de la santé faisait aussi partie de la stratégie prônée par l'Europe, dénonce un eurodéputé. « La commission européenne a demandé 63 fois aux Etats de réduire les dépenses de santé, ce qui a un impact sur l'état des systèmes de santé nationaux. L'austérité plutôt que la solidarité, voilà bien le mal dont souffrent nos sociétés menées par le libéralisme actuel qui érige l'économie et la finance comme guide pour les humains. »⁵

S'il fallait encore des preuves que l'économie prime sur l'individu, cette déclaration de Jan Jambon, ministre président flamand, qui souhaite « voir plus de gens au travail, l'accent devant être mis sur davantage d'activité économique ».⁶

On ne peut donc que déplorer le manque d'anticipation de notre gouvernement qui, depuis des décennies, n'a de cesse de grignoter les budgets des services publics. Même si des mesures ont été

prises relativement tôt pour lutter contre la pandémie, même si d'autres pays européens affichent des manquements plus graves, jeter des millions de masques, réduire les budgets des hôpitaux, c'est croire qu'on est à l'abri d'un scénario tel que celui qui se produit. Or, il était prévisible.

Pendant ce temps-là, Décathlon veut imposer à ses salariés de prendre leurs congés pendant le confinement⁷. Israël refuse l'entrée de matériel médical à Gaza qui compte maintenant une dizaine de citoyens contaminés. Les multinationales telles que Total, versent des dividendes records à leurs actionnaires. Non, décidément, la solidarité n'a pas gagné tous les terrains... Il y a les oubliés, les sans droits, et aussi des femmes et des enfants, pour qui le confinement correspond à des journées d'angoisse dans un espace clos à partager avec un conjoint violent.

Quant à l'Europe, elle se révèle une fois de plus, malgré l'urgence, bien incapable de parler d'une même voix. L'Italie s'en va chercher de l'aide chez les médecins cubains, albanais... comme si rien n'était à attendre de l'Europe dont on s'évertue à nous faire croire encore, qu'elle est source de bienfaits pour tous.

La question de l'après est bien sûr au centre des préoccupations du secteur économique. Beaucoup de PME sont à l'arrêt, les grandes enseignes commerciales et les petits détaillants hors alimentation sont fermés, le secteur tertiaire tourne au ralenti ou pas du tout... La Fédération des entreprises de Belgique évalue l'impact économique de la pandémie de Covid-19 à 2,4 milliards d'euros par semaine en Belgique, ou 0,55% du produit intérieur brut (PIB). Cela a évidemment des conséquences sur le budget des ménages.

A qui profite(ra) le crime ?

Certains secteurs tels que celui de la vente en ligne tournent à plein régime. C'est bien sûr le cas du géant Amazon dont le personnel dénonçait il y a quelques jours, ses conditions de travail dans de grands entrepôts, « bouillons de culture »⁸. Beaucoup s'activent donc autour de la vente en ligne et la livraison à domicile, notamment dans le secteur de l'alimentation. Car en restant chez soi, ce sont ces secteurs que nous contribuons à alimenter.

D'autres entreprises continuent de tourner bien qu'elles ne représentent pas des secteurs essentiels, les gouvernements se montrant soucieux de maintenir des activités craignant les conséquences de la paralysie des entreprises sur l'économie... «*Dans la chimie, si la production de médicaments est évidemment essentielle, je ne suis pas sûr que la production de chaises en*

plastique ou de compléments alimentaires pour bodybuilders soit essentielle à la Nation», lance Robert Vertenueil, le président de la FGTB.

Existe-t-il une sorte d'échelle de Richter du tremblement de terre économique provoqué par la pandémie ? Où situerait-on le curseur et quels seraient les critères pour l'établir ? Certaines entreprises ne feront-elles pas passer leur objectif de survie avant la survie de leur personnel ? C'est ce qui semble se passer aux Etats-Unis où Trump parle déjà de remise au travail alors que le nombre de personnes victimes du Covid-19 y est aujourd'hui parmi les plus élevés du monde.

Ne faudrait-il pas plutôt repenser les curseurs qui nous ont menés à la situation actuelle ?

Et si nous rebattions les cartes en nous inspirant de ces modèles qui, depuis longtemps, apportent des réponses nouvelles en marge de ce système capitaliste qui sacrifie hommes et terres sur son passage carnassier ? Nous sommes à un tournant. La réponse sera soit l'émergence de pouvoirs totalitaires, soit le développement d'une transition juste tenant compte de tous ces maux à éradiquer pour un avenir respirable...

Dans une carte blanche parue dans *Le Vif*, le 2 avril, une septantaine de philosophes, historiens, sociologues et juristes mettent en garde Sophie Wilmès contre le risque d'une politique peu démocratique en temps de lutte contre le coronavirus. «*Madame la Première ministre, allez-vous risquer de laisser une crise démocratique et sociale prendre le pas sur la crise sanitaire ?* »

Laurence Delperdange

1. En référence à l'ouvrage « Le peuple d'en bas » ou « Le peuple de l'abîme », Jack London, Ed. Phébus, 1999. Paru en 1903, ce livre est le témoignage de l'immersion de l'auteur dans les bas-fonds de Londres.
2. *Les hôpitaux sous tension*, Contrastes, n°194, Septembre-Octobre 2019
3. <https://youtube.be/O4JEyqpJzak>
4. *Coronavirus, les syndicats du personnel de soin « consternés » par l'attitude de Maggie Be Block*, dans *Le Soir*, 22 mars 2020 - Tir groupé syndical, médical et politique contre la gestion de Maggie De Block, Olivier Mouton, *Le Vif*, 1er avril 2020
5. *La commission européenne a demandé 63 fois aux états de réduire les dépenses de santé*, sur *l'Humanité.fr*, 2 avril 2020
6. *Coronavirus : Jan Jambon veut voir plus de gens au travail, 'Il est trop facile d'obtenir le chômage économique'*, dans *Le soir*, 25 mars 2020
7. *Décathlon veut imposer à ses salariés de prendre leurs congés pendant le confinement*, dans *La Voix du Nord*, Valérie Sauvage, 22 mars 2020
8. *Pour Amazon, le coronavirus est une affaire très profitable*, Gaspard d'Allens, sur *Reporterre.net*, 23 mars 2020

La lucidité est la blessure la plus proche du soleil.

René Char

QUEL APRÈS POUR LE MONDE RALENTI ?

Comment émerger différents, après cette longue mise en veille ? Les dirigeants oseront-ils encore proposer les vieilles recettes de l'austérité, celles qui ont précipité de plus en plus de personnes dans la précarité ? Deux options se présenteront sans doute et certains les pensent aujourd'hui : le totalitarisme ou l'accentuation (le retour) aux solidarités, à la proximité, au local. Il faudra se mobiliser, agir, se positionner, raffermir les ventres mous ; ceux qui ne crient pas encore « famine » étaient loin d'imaginer que le système qu'ils soutenaient avec confiance, se retournerait contre eux, un jour ou l'autre...

Pour le sociologue et philosophe Edgar Morin¹, « le confinement nous aide à commencer une détoxification de notre mode de vie. » Ajoutant que « cette crise nous montre que la mondialisation est une interdépendance sans solidarité. La globalisation a produit l'unification techno-économique de la planète, mais il n'a pas fait progresser la compréhension entre les peuples, pourtant liés par une communauté de destin. » Il est à craindre que les peuples se déchirent, la menace éloignée. Devant une planète à rebâtir, il faudra s'engager vers une reconstruction qui prenne en compte, espérons-le, le tableau bien noir de nos sociétés en décidant résolument que celui-ci est révolu.

Pour Anne-Sophie Moreau, rédactrice en chef du Philonomist, le média de Philosophie Magazine, le confinement est comme une mise en pièce de l'idéal de notre civilisation moderne : le mouvement. « Finis les voyages et le libre-échange qui rythmaient l'économie mondialisée. Libre marché sous-entendant circulation des biens et des hommes... Nous avons conçu le progrès et la modernité comme étant la liberté de mouvement. Le confinement serait comme l'arrêt net de la marche ininterrompue vers le futur représenté par le travailleur moderne mobile, ultraperformant et dynamique. » (Excluant dans le même temps ceux qui sont à la marge, les sans droits). La crise sanitaire pousse sur le bouton *Pause* dans la marche en avant d'un monde courant de toutes façons à sa perte. Les optimistes pointeront les aspects positifs du confinement, dont la diminution de l'émission des gaz à effet de serre. Paradoxe : on respire mieux quand ce terrible virus attaque les poumons. Temps libéré et fin de la pression quotidienne pour une productivité collective ou pour gravir les échelons d'une échelle sociale brinquebalante.

« De quelle dose de catastrophe l'homme a-t-il

besoin pour enfin réagir ? »

« Va-t-on se contenter de petits gestes pour éviter la prochaine pandémie ou bien se donnera-t-on collectivement les moyens de combattre l'une des plus graves menaces qui pèse sur l'humanité mondialisée, quitte à remettre en cause notre modèle de société productiviste ? », questionne Anne-Sophie Moreau. Et on souscrit à son inquiétude.

Pablo Servigne² est chercheur en matière de transition écologique. Interviewé par François Ruffin³, il livre sa vision de la crise actuelle, la replaçant dans le contexte d'autres secousses qui se succèdent depuis 2015. Sécheresses, canicules, attentats, arrivée de Trump au pouvoir, brexit... Aujourd'hui, on assiste à un choc majeur qui va déstabiliser le monde entier. Pour le chercheur, « on peut faire une transition en une semaine à l'échelle globale. » Même s'il existe des verrous financiers, politiques... Aujourd'hui, nous semblons tous unis contre un ennemi commun... « Mais, c'est aussi comme ça qu'on peut mettre en place des stratégies antisociales », ajoute-t-il, posant la question : « Comment alors agir autrement pour amener une société d'entraide, d'auto-organisation... » Cela passe par la création de groupes locaux un peu partout. L'entraide est réelle, constate-t-il. Elle doit perdurer, être ré-institutionnalisée. C'est ce qu'il appelle la *collapsosophie*.

Parmi ses propositions concrètes : aller vers une politique de rationnement. Expérimenter, par exemple, des manières de faire face localement à des pénuries. Pour le chercheur, notre siècle sera rempli de tout cela et il va falloir s'organiser pour y faire face. Cela nécessite par exemple de s'organiser avec ses voisins, ses proches, de rester à un niveau local, de connaître les élus... « Sans pétrole, on n'aura pas les mêmes démocraties », souligne-t-il.

Nous devons réapprendre notre vie, redonner de la puissance à l'échelon local, prendre des mesures de sécurité alimentaire au niveau local, créer des assemblées, reprendre possession des moyens de production...

Des exemples existent un peu partout, profiter de cette pause forcée pour anticiper sur leur renforcement est peut-être une bonne façon de préparer demain.

L'économie au pied du mur

Du côté des économistes aussi, « l'après » éveille à la fois des craintes et trace des pistes... Thomas Piketty revisite les crises qui ont secoué la planète et leurs conséquences sur la marche du monde : « *Dans l'histoire, ce qu'on voit, après les crises financières, c'est que tout dépend de la réaction politique, et de la trajectoire qui est suivie. Certes, après le « traumatisme » des deux guerres mondiales et de la crise des années 1930, un nouveau système économique s'est mis en place, avec la sécurité sociale, l'impôt progressif, un nouveau droit du travail, des droits syndicaux, et même, dans certains pays, un véritable pouvoir au sein des conseils d'administration des entreprises. Cependant, cette métamorphose n'a pu avoir lieu que grâce à une 'transformation intellectuelle', qui, elle, était en préparation depuis le XIXe siècle* ». ⁴ Toutefois, autre temps, autres germes pour demain : nous serions « *beaucoup moins prêts aujourd'hui qu'à la fin du XIXe siècle-début XXe siècle, où il y avait un puissant mouvement socialiste, syndical, social, qui préparait le terrain pour un autre monde. Nous avons accumulé des retards sur les risques environnementaux et sociaux.*

Il ne suffit pas de dire "il faut changer le système économique", il faut décrire quel autre système économique, définir de nouveaux critères de décision en matière de gouvernance économique mondiale... »

Thomas Porcher⁵ pointe le triptyque « mondialisation-financiarisation-austérité ». Il en appelle à ne « pas se laisser faire » et à « penser l'après » dès maintenant.

Il propose des solutions pour que l'entreprise ne soit plus le jouet des financiers. « *Il faut faire en sorte qu'à l'intérieur de l'entreprise ne s'opposent pas des parties prenantes comme les salariés et les actionnaires, que le profit ne soit pas le seul but. Il faut que les salariés soient en plus grand nombre dans les conseils d'administration ; y intégrer également des représentants des collectivités locales et les clients. Enfin, l'État doit donner une feuille de route à ces entreprises pour les mettre au service*

d'un projet, notamment la transition écologique. Nous devons profiter de ce moment pour reprendre la main, et l'État doit redevenir un État stratège. Mais pour cela, il faut encore qu'il y ait des stratèges à la tête de l'État... » L'économiste souligne néanmoins que dans la tête des dirigeants mais aussi de beaucoup d'individus, il n'y a pas d'alternatives : « *Beaucoup sont soumis au système, votent pour des candidats qui servent plus les intérêts des multinationales et de la finance que les secteurs essentiels tels que l'enseignement et la santé.* », poursuit-il.

Inverser le rapport de force

Le sociologue et philosophe Bruno Latour⁶ s'inquiète : « *Les pandémies réveillent chez les dirigeants comme chez les dirigés, une sorte d'évidence - 'Nous devons vous protéger', 'Vous devez nous protéger' - qui rechargent l'autorité de l'État et lui permet d'exiger ce qui, en toute autre circonstance, serait accueilli par des émeutes.* » Bruno Latour propose de dresser un cadastre des entreprises humaines toxiques et nocives. Il suggère de tirer de cette crise la preuve que nous pouvons aller vers une réelle transition écologique. Certains rétorqueront que faire table rase de ce qui existe est peut-être dangereux, même si le modèle proposé par Latour et beaucoup d'autres avec lui est celui vers lequel tendre. Reste à savoir comment y arriver en conservant le profitable à tous et en rejetant ce qui ne sert que l'intérêt d'une minorité. ►

Solidarités sur fonds de confinement généralisé

Au milieu de ce quotidien sous cloche, il est rassurant de constater que certains États optent pour une réelle solidarité. C'est le cas du Portugal qui considère les personnes migrantes comme des citoyens à part entière, et le maire de Lisbonne suspend jusqu'en juin les loyers des bénéficiaires de logements sociaux.

Chez nous, à Bruges, à Bruxelles, des hôtels vides ouvrent leurs chambres aux personnes sans logement, migrants ou sans abri. Les plateformes de soutien aux migrants mettent en place des protocoles d'accueil spéciaux pour garantir le respect des mesures de confinement. Les associations actives auprès de personnes sans abri redoublent de créativité pour leur assurer un hébergement, dans des conditions évitant la propagation du virus. Des groupes de personnes se sont lancés dans la confection de masques.

Cette créativité citoyenne pallie aux lacunes des services publics pourtant alimentés par les impôts. Chez nos voisins français, on peut applaudir aussi cet amendement déposé par trente-cinq députés qui appellent à coupler la relance économique à une transformation de notre société en faveur du climat, de la biodiversité, de la santé et de la justice sociale. De petits miracles nés de la pandémie. Cela dans la ligne des cartes blanches parues en Belgique ces dernières semaines.

► Résilience du système capitaliste ou salutaire réveil citoyen ?

Les lendemains passeront inévitablement vers un rapport de force entre ceux qui veulent donner un coup d'accélérateur à la transition qui nous permettra d'envisager l'avenir sous de meilleurs auspices, et ceux qui attendront d'un dirigeant à la main de fer, la garantie d'une gestion éclairée. Le philosophe Alain Deneault⁷, entrevoit la pandémie comme « un déclencheur de l'esprit » qui nous amène à revisiter le passé et les grandes épidémies. Cela devrait apporter, dit-il, une pensée, une action, une attitude et des dispositions nouvelles. D'autant plus que d'autres crises ont déjà secoué notre planète mondialisée, ces dernières années, la plupart liées à notre mode de vie : incendies de forêt, ouragans, tsunamis, inondations, fonte des glaciers... « *Le capitalisme tel qu'il est (au service des actionnaires) ne pourra pas perdurer* », déclare-t-il, rappelant que le mot économie est bien plus large que celui qu'on lui attribue aujourd'hui. « *Il s'agit de penser les relations bonnes, les relations saines entre les éléments, entre les gens et leurs idées, entre les symboles.* »

Il nous renvoie à nous, citoyens, qui nous berçons (certains plus que d'autres...) de l'espoir que le système actuel aura les réponses. Espoir aussi que le pouvoir dominant dit vrai. « *Quand on abandonnera ce fantasme, le jour où le discours idéologique dominant ne coïncidera pas du tout avec l'état du réel, on verra l'inadéquation flagrante entre cet état du réel dans notre histoire et le discours qui vise à le masquer. Là, on rira lorsque des experts viendront nous parler de la croissance infinie. Et je pense qu'on y arrive...* » Et de se demander si, quelque part, en nous tous et même ceux qui souffrent le plus de la situation, il n'y a pas une sorte de 'satisfaction' à voir tout enfin un peu s'arrêter. « *Nous sommes dans une société de performance, de burnout, de détresse psychologique, les gens n'ont pas le temps de voir leur famille. En fait, les gens sont à bout depuis longtemps. Et là, on est forcés à une pause et quasiment à évaluer sa vie. A renouer à l'essentiel. Cette pandémie est l'occasion de se redresser la tête et de penser son rapport au monde de manière beaucoup plus libre, souveraine, structurée et constructive.* »

En s'attaquant à toutes les classes sociales, ce virus devient une urgence nationale parce que l'oligarchie est touchée. « *Si l'Etat avait à cœur la santé publique, ça fait longtemps qu'on aurait interdit la malbouffe et qu'on se serait atta-*

qué au problème du climat. Mais c'est quand la classe dirigeante est attaquée de plein fouet qu'il y a une réaction », constate-t-il.

Et plutôt que de conclure sur une note pessimiste, le philosophe en appelle à la lucidité et à la gaieté, comme dispositions psychiques maîtresses pour l'avenir. « *On va découvrir des dispositions, des talents, des forces, de s'investir dans des activités qui ont tout à coup du sens. Ce sera l'occasion de s'engager dans l'organisation et l'élaboration d'un monde qui nous ressemble si on résiste à la tentation du fascisme. Il faut quitter notre ronron quotidien fonctionnaliste et soumis.*

L'avenir sera difficile mais nos enfants seront plus en vie que nous l'aurons été dans notre confort angoissé. Nos enfants trouveront la force de se donner un monde qui leur ressemble. »

Aux Equipes Populaires, nous voulons le croire et agir en ce sens, avec vous. Plus que jamais.

Laurence Delperdange

« *Aucun homme n'est une île, un tout, complet en soi ; Chaque homme est part du continent, part du large ; Si une parcelle de terre est emportée par les flots, pour l'Europe c'est une perte égale à celle d'un promontoire, autant qu'à celle d'un manoir de tes amis ou du tien. La mort de tout homme me diminue parce que je suis membre du genre humain. Aussi n'envoie jamais demander pour qui sonne le glas : il sonne pour toi.* »
(John Donne en 1624)

1. « Le confinement peut nous aider à commencer une détoxification de notre mode de vie », Interview d'Edgar Morin par David Le Bailly et Sylvain Courage, L'Obs, nouvelobs.com, 18 mars 2020

2. Pablo Servigne, ingénieur agronome, écologue, chercheur. Auteur de « L'Entraide : l'autre loi de la jungle, Les liens qui libèrent, Ed. Poche, 2019 et co-auteur avec Raphaël Stevens et Gauthier Chapelle, de *Une autre fin du monde est possible : vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*, Seuil, Coll. Anthropocène, 2018. Dans cet ouvrage, les auteurs prolongent leur réflexion sur la collapsologie par une réflexion sur la mise en œuvre de la collapsologie, une éthique pour apprendre à vivre avec la catastrophe en cours, avec la débâcle environnementale, avec l'effondrement de la société actuelle.

3. François Ruffin interview de Pablo Servigne dans : *Allô Ruffin, En direct de ma cuisine*. Page Facebook de François Ruffin

4. « Crise économique mondiale : pour Thomas Piketty, le Covid-19 est l'arbre qui cache la forêt », interview dans L'Obs, nouvelobs.com, 15 mars 2020

5. « Cette crise est un moment idéal pour faire passer les pires lois », Pablo Maillé, interview de Thomas Porcher, Usbek & Rica, 26 mars 2020. *Les délaissés*, Thomas Porcher, Fayard 2020

6. « La crise sanitaire incite à se préparer à la mutation climatique », tribune de Bruno Latour, dans Le Monde, 25 mars 2020 – « Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise » par Bruno Latour, dans AOC, 30 mars 2020

7. *La pandémie, déclencheur de l'esprit*, interview d'Alain Deneault par Chantal Guy dans La Presse + (Canada)

ÉLOGE DU DÉSARROI

On voit actuellement passer tant de choses sur nos écrans. Des chiffres. Des mesures. Des recommandations. Des blagues. Des virologues mal rasés. Des infirmières épuisées. Des opinions. Des cercueils. Des citations. Des couvertures de livres. Des sourires. Des masques manquants. Des larmes. Des cris. Des fables. De l'aigreur. De l'espoir. Et même, du silence.

Pour tous ceux qui ne sont pas en première ligne, dans le courage de l'urgence vitale, pour tous ceux qui ont un peu de temps et un peu d'espace, c'est-à-dire un peu de chance, la possibilité existe de penser à l'après. Ce n'est pas seulement une possibilité, c'est une exigence.

Ces derniers jours, l'animosité attise la recherche de boucs émissaires. Notre humanité fait naître en nous un sentiment de revanche, certains pensent déjà aux têtes qu'il faudrait couper. Macron, De Block, Wilmès, etc. Parce qu'ils ont définancé les hôpitaux, parce qu'ils ont coupé dans les budgets. Les preuves sont là, accablantes : ces vidéos datant d'il y a quelques semaines à peine, ce mépris pour les services publics, cette volonté de rationaliser, la destruction de millions de masques. Cette absurdité éclate aux yeux du grand public avec l'évidence de la faute coupable. Leur défense sera impossible.

Pourtant, il y a autre chose à faire de cette évidence que de bâtir des bûchers comme s'il s'agissait d'un crime prémédité. C'était effectivement criminel, mais il est malhonnête de faire des raccourcis sur l'intentionnalité des décisions passées. Si, par rancœur, nous nous ruons dans le caractère exceptionnel de la situation pour redistribuer les anciens rôles de la gauche contre la droite, de l'État contre le marché, de l'égalité contre la liberté, si nous nous contentons d'annoncer des répliques du 20^e siècle, alors nous contribuerons nous aussi à ce "retour à la normale", à ce business as usual que nous voulons éviter.

Nous pouvons peut-être choisir une autre voie, plus politique, j'ai envie de dire plus "historique". Voire, osons le mot, plus spirituelle.

Plus politique, d'abord. La mondialisation, le néolibéralisme, l'austérité sont en train de périmer et d'agoniser sous nos yeux. Ce sont ces logiques nos ennemies, et pas les personnes qui les ont portées avec plus ou moins de mauvaise foi ces dernières années. Par exemple quand Macron, quand des libéraux reconnaissent face caméra, hébétés, désorientés, qu'il faut sortir certains secteurs de la logique de marché, que plus rien ne devra être "comme avant", nous devrions nous appuyer sur ces déclarations pour en faire un levier de basculement politique, peu importe que Macron soit sincère ou pas. Dans l'espace mé-

diatique, dans la conquête d'une "hégémonie culturelle", ce sont les paroles qui comptent et non les intentions. Rebondissons en actes sur les paroles et ne perdons pas notre énergie à traquer l'insincérité des uns et des autres. Notre avenir dépend de notre capacité à aller de l'avant, à dépasser le néolibéralisme vers quelque chose qui n'existe pas encore, et non à le tirer en arrière vers d'anciennes formules sociales dont nous avons, aussi, à tirer d'amères leçons. Chacun aura bien sûr des comptes à rendre. Mais comme notre temps est compté, il s'agit d'apprécier finement la limite entre bilan politique, justice et obsession malsaine de revanche.

C'est donc aussi une attitude plus spirituelle qui est requise. Plus radicale. Ce qui peut rassembler aujourd'hui et réorienter nos politiques demain nécessite comme préalable la reconnaissance d'un désarroi collectif. Le désarroi, étymologiquement, c'est le désordre. Désorientation de nos idées, de nos projets, du sens de nos activités, de certaines de nos institutions et de nos valeurs. Nous ne mesurons pas encore la grandeur du château de cartes qui s'effondre sous nos yeux. Avant de reconstruire quelque chose, cela vaut peut-être la peine de rebattre les cartes, de les "mettre en désordre". Le désarroi peut nous rassembler, nous éviter de nous lancer dans des entreprises démentielles car, comme le disait Nietzsche, "*ce n'est pas le doute qui rend fou, c'est la certitude*". Or il n'est pas impossible que ce moment historique fasse douter beaucoup de monde. Des chefs d'entreprise, des actionnaires, des parents, des profs, des syndicalistes, des employé.e.s de toutes sortes. Même des présidents. Nous avons été imbéciles. Nous devons préserver la possibilité pour chacun d'être dans le désarroi. De changer d'avis. Le nombre des imbéciles pourrait se réduire de lui-même, si nous ne les emprisonnons pas par avance dans leurs rôles, dans leurs certitudes passées.

Bref : le moteur de l'histoire ne saurait être un procès. Une réorientation sociale, écologique, qui reconstruira des communs, passe par un désarroi partagé. Ne laissons pas les anciens axes binaires nous empêcher de penser radicalement et d'être inventifs. Nous en avons le devoir vis-à-vis de celles et ceux qui affrontent l'urgence minute après minute, et par respect pour tous ceux qui y laisseront leur vie.

Guillaume Lohest

Carte blanche publiée dans *La Libre* du 2/4/2020

Plusieurs centaines de responsables d'associations tirent la sonnette d'alarme :

GÉRER L'URGENCE... PUIS RÉINVENTER L'AVENIR

L'urgence absolue est de sauver des vies et de préserver la santé de la population. La décision rapide de confinement prise par les autorités a été la bonne et nous devons tout mettre en œuvre pour la faire respecter. Mais à l'heure où des millions de personnes risquent de voir leurs revenus fortement amoindris, ou de se retrouver dans des situations de précarité exacerbées, l'urgence est également sociale. Plus que jamais.

Syndicats, mutuelles, mouvements associatifs, artistes professeurs et citoyens engagés travaillent d'arrache-pied pour que personne ne soit oublié et pour dénoncer cette précarisation sociale.

Personnes précarisées, sans-papiers ou sans-abri luttant pour sauver leur peau, pour ne pas être infecté.e.s ou simplement pour manger. Travailleur.euse.s qui continuent à prester pour le bien de la population et qui doivent être protégé.e.s. Celles et ceux mis en chômage temporaire, temps partiels (dont énormément de femmes) qui risquent d'être encore plus lourdement sanctionné.e.s. Artistes et statuts précaires. Malades qui doivent être correctement indemnisé.e.s, pensionné.e.s qui doivent toucher leur pension... Personne, répétons-le, ne doit être oublié.

Des mesures d'aides aux entreprises et aux indépendant.e.s ont rapidement été décidées. Dédommagements financiers. Facilités de paiement. Avances en trésorerie. Accords avec les banques. Autant de mesures visant à préserver le tissu économique. Et c'est une bonne chose. Nous tenons à le souligner. À condition cependant que ces aides ne soient pas au bout du compte à nouveau payées par la collectivité, au prix de nouveaux sacrifices.

À condition que cette crise ne soit pas un nouveau prétexte pour aggraver les atteintes aux libertés, individuelles et collectives, déjà fortement mises à mal ces dernières années. Avec le risque réel de mise en place de régimes autoritaires qui accentueraient encore les attaques contre les contre-pouvoirs et jetteraient nécessairement les bases de politiques servant seulement des intérêts très particuliers.

Et à la condition essentielle de ne pas repartir dans cette course capitaliste folle qui nous mène droit dans le mur. Les coupes opérées ces dernières années dans les services publics, dans le secteur associatif, dans la culture et la sécurité sociale, particulièrement dans les soins de santé, ont lourdement fragilisé la population. L'inconcevable épisode, toujours en cours, des masques de protection sacrifiés sur l'autel de l'austérité, n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

L'État, en devenant un acteur économique focalisé sur les aspects budgétaires, a rompu son contrat social avec les citoyen.ne.s. La santé étant tenue pour acquise en est l'exemple. L'intérêt collectif doit redevenir la priorité des politiques publiques. Estimées à quelque 10 milliards, les aides d'urgences décidées à ce jour ne pourront en aucun cas venir justifier de nouvelles coupes dans notre sécurité sociale, nos services publics, le secteur associatif ou la culture. Sous couvert de réformes structurelles qui n'en finissent plus de creuser les inégalités et de préparer la crise suivante.

Et au-delà de la facture à présenter à ceux qui se sont enrichis ces dernières décennies, il faudra exiger une remise en cause fondamentale des politiques d'austérité. Notre message est clair: c'est sur de nouvelles bases qu'il faudra reconstruire, une fois sortis de cette crise mondiale(...). Tous les indicateurs nous le montrent, l'impasse est totale: écologique, climatique, économique, sociale et sanitaire.

Au-delà des task forces, c'est de femmes et d'hommes qui réfléchissent ensemble à replacer l'humanité au centre de l'équation dont nous avons besoin aujourd'hui. Pour reconstruire les équilibres indispensables entre développement économique, bien-être social et enjeux environnementaux. Sur de nouvelles bases. En sortant des logiques de profit à tout prix. Sans plus jamais faire d'économies sur la santé et la vie des gens. En luttant efficacement contre toutes les inégalités. En réinventant un avenir durable pour les générations futures.

Nous, signataires de cette carte blanche, ne voulons pas d'un « retour à la normalité », car cette normalité faite d'inégalités violentes, de mondialisation insensée, de marchandisation de la vie et de la résignation à la catastrophe écologique est aussi la source du drame que nous vivons. Nous sommes décidés à prendre nos responsabilités pour mettre en commun nos forces et nos volontés pour tenter de redéfinir ces bases. Au-delà des intérêts partisans. Dans l'intérêt général. Pour redessiner ensemble les contours d'une société plus juste, solidaire et durable.

Cette carte blanche a été publiée dans *Le Soir* du 1/04/2020, ainsi que la très longue liste des signataires.



ISI informatique



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

